

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du

### **Contexte et constats**

Publié sur



TRIVIUM ALUMINIUM PACKAGING FRANCE à BEAUREPAIRE

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juin 2022 dans l'établissement TRIVIUM ALUMINIUM PACKAGING FRANCE au 370 route de Marcollin - 38270 BEAUREPAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été l'occasion de vérifier les suites données par l'exploitant aux DAC formulées lors de l'inspection du 14 juin 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT : TRIVIUM ALUMINIUM PACKAGING FRANCE
- Adresse : 370 route de Marcollin - 38270 BEAUREPAIRE.
- Code AIOT dans GUN : 61-2813
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

## **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant met en oeuvre de manière effective sur son site de production des moyens et techniques permettant de réduire au minimum les prélèvements d'eau du site dans le milieu naturel. Cette conclusion s'appuie notamment sur le dossier réglementaire de réexamen réalisé par la société EDILIA et remis par l'exploitant au titre de la directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles dite "IED" qui définit par type d'activité les meilleures techniques disponibles (pour le site le BREF STS (traitement de surfaces) décision d'exécution 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020). En conséquence, il est proposé de faire application en cas de gestion de situation d'alerte ou d'alerte renforcée sur les eaux souterraines des dispositions visées au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 8 de l'arrêté cadre Biers-Liers-Valloire n° 38-2022-05-30-00018 de mai 2022 relatives aux ICPE qui permettent d'exonérer le site des dispositions de réduction de prélèvements fixés à l'annexe 1 de l'arrêté précité.

## 2-4) Fiches de constats

### Point de contrôle 1

**Référence réglementaire :** article 8 - arrêté cadre Biers-Liers-Valoire n° 38-2022-05-30-00018 de mai 2022

Les établissements pouvant démontrer que leur besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum sont exemptés de restriction (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnu pour le secteur d'activité).

**Constats :**

Au titre du procédé de fabrication, la consommation d'eau annuelle est de l'ordre de 60 000 m<sup>3</sup> pour principalement laver les bouteilles en aluminium après formatage afin d'enlever les traces de lubrifiant et permettre ainsi de les peindre. On notera que des bouteilles de type non alimentaire ne nécessite qu'un seul lavage et celles de type alimentaire (7 % de la production) 2 lavages. L'exploitant a mis en oeuvre un traitement différencié de ces bouteilles afin de ne pas laver une 2<sup>ème</sup> fois des bouteilles qui ne le nécessiteraient pas. Cette mesure organisationnelle permet de limiter ainsi sa consommation d'eau.

Les meilleures techniques disponibles relatives aux consommations d'eau sont définies à la MTD n°20 du BREF STS (traitement de surface) du 22 juin 2020, l'exploitant met en oeuvre ces techniques dans la mesure où :

- le site intègre un plan de gestion de l'eau et des audits de l'eau qui sont intégrés dans le système de management environnemental,
- les schémas des circuits de l'eau sont disponibles et les consommations par poste mesurées et documentées,
- les consommations sont suivies au moyen de dispositifs adaptés.
- le recyclage de l'eau de rinçage est effectif. Ces eaux sont réutilisées pour le lavage après addition de soude.
- planification et réalisation de programme d'entretien et d'inspection des canalisations pour s'assurer de la bonne étanchéité des canalisations,

Enfin, la consommation d'eau de nappe a été réduite de 25 % en 10 ans et les consommations spécifiques (par quantité de bouteilles produites) sur les 2 dernières années sont les plus basses jamais observées sur le site.

**Avis de l'inspection des ICPE:** le site a réduit au minimum les prélèvements d'eau nécessaire

**Proposition de suites :** faire application des dispositions d'exclusion de restrictions d'utilisation des eaux souterraines pour les situations de gestion d'alerte et d'alerte renforcée visées au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 8 de l'arrêté cadre Biers-Liers-Valloire n° 38-2022-05-30-00018 de mai 2022.